

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

16 novembre 2010

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 26 juin 2002
relative aux fermetures d'entreprises,
en vue d'octroyer l'indemnité de fermeture
aux travailleurs occupés
dans de petites entreprises**

(déposée par
M. Hans Bonte et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

16 november 2010

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 26 juni 2002
betreffende de sluiting
van de ondernemingen met het oog op
de toekenning van de sluitingsvergoeding
aan werknemers in kleine ondernemingen**

(ingediend door
de heer Hans Bonte c.s.)

RÉSUMÉ

À l'heure actuelle, les travailleurs d'une petite entreprise ne peuvent prétendre à l'indemnité de fermeture qu'en cas de faillite.

Cette proposition de loi vise à étendre le champ d'application de l'indemnité de fermeture à toute cessation définitive de l'activité principale d'une petite entreprise.

SAMENVATTING

Momenteel kunnen werknemers van een kleine onderneming enkel aanspraak maken op de sluitingsvergoeding ingeval van faillissement.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het toepassingsgebied van de sluitingsvergoeding uit te breiden tot iedere definitieve stopzetting van de hoofdactiviteit van een kleine onderneming.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Démocratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
PP	:	Parti Populaire
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN: Plenum
COM:	Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		
<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>		

Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be
--	---

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 52 0280/001.

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent un pilier important de notre économie. Dans l'ensemble du marché de l'emploi, la proportion de travailleurs occupés dans des PME ne cesse d'augmenter.

Sur les quelque 2,5 millions d'emplois dans le secteur privé, plus de 260 000 se situent dans des entreprises occupant moins de cinq travailleurs et 209 000, dans des entreprises occupant cinq à neuf travailleurs. Quelque 235 000 emplois supplémentaires se situent par ailleurs dans des entreprises occupant 10 à 19 travailleurs. Pour ne pas miner cette croissance, il est important que le fait de travailler dans ces entreprises soit et demeure suffisamment attrayant. À cet effet, il serait souhaitable de faire en sorte que les travailleurs occupés dans ces petites entreprises bénéficient des mêmes droits sociaux et de la même protection sociale que leurs collègues occupés dans de plus grandes entreprises.

Les travailleurs de ces petites entreprises sont cependant toujours un peu moins bien lotis, en matière de droit du travail et de droits sociaux, que leurs collègues des plus grandes entreprises. En matière de droit du travail, au sens strict du terme, ces différences concernent le crédit-temps, le congé d'assistance et l'indemnité de fermeture. De nombreuses CCT entraînent également des différences de traitement.

La présente proposition de loi vise à garantir le droit à une indemnité de fermeture à tous les travailleurs des entreprises de 5 à 20 travailleurs.

Un premier pas dans ce sens a été accompli dans le projet d'accord interprofessionnel pour la période de 2005 à 2006.

Ce projet, dont les dispositions ont été exécutées par le gouvernement faute d'approbation définitive par les partenaires sociaux, disposait ce qui suit:

“Les partenaires sociaux ont pris note de la volonté du gouvernement de libérer de façon récurrente une enveloppe de 7 millions d'euros en vue d'élargir à partir du premier mars 2005 le champ d'application de la réglementation relative au fonds de fermeture d'entreprises en faveur des travailleurs qui sont victimes d'une faillite,

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van wetsvoorstel DOC 52 0280/001.

Kleine en middelgrote ondernemingen (kmo's) zijn een belangrijke pijler van onze economie. Het aandeel van de kmo-werknemers in de globale tewerkstelling neemt gestaag toe.

Van de zowat 2,5 miljoen arbeidsplaatsen in de privé-sector zijn er ruim 260 000 in ondernemingen die minder dan 5 werknemers tewerkstellen en 209 000 in ondernemingen met 5 tot 9 werknemers. Nog eens ruim 235 000 arbeidsplaatsen situeren zich in ondernemingen met 10 tot 19 werknemers. Om deze groei niet te fnuiken, is het belangrijk dat tewerkstelling in deze bedrijven voldoende aantrekkelijk is en blijft. Wat daartoe kan bijdragen, is dat de werknemers in deze kleine ondernemingen dezelfde sociale rechten en bescherming genieten als hun collega's in grotere ondernemingen.

Werknemers uit deze kleine ondernemingen zijn echter nog steeds een stuk achtergesteld inzake arbeids- en sociale rechten in vergelijking met hun collega's uit grotere ondernemingen. Binnen het arbeidsrecht in de strikte zin van het woord situeren de verschillen zich op het domein van het tijdskrediet, het zorgverlof en de sluitingsvergoeding. Ook in talrijke cao's zijn er nog verschillen in behandeling.

Het voorliggende wetsvoorstel beoogt alle werknemers die tewerkgesteld zijn in bedrijven van 5 tot 20 werknemers het recht op een sluitingsvergoeding te waarborgen.

Een eerste stap daartoe werd gezet in het ontwerp van interprofessioneel akkoord van 2005-2006.

Dat ontwerp, waarvan de bepalingen — bij gebreke van een finale goedkeuring door de sociale partners — door de regering werden uitgevoerd, bepaalde het volgende:

“De sociale partners hebben nota genomen van de wil van de regering om een enveloppe van 7 mio Euro op recurrente basis vrij te maken, om het toepassingsgebied van de reglementering betreffende het fonds voor sluiting van de ondernemingen vanaf 1 maart 2005 uit te breiden ten voordele van werknemers die het slachtoffer

dans les entreprises de 10 à 20 travailleurs et ceci par le biais d'une modification de l'article 10 de la loi du 26 juin 2002 relative à la fermeture des entreprises, sur proposition des partenaires sociaux.

Ils s'engagent à étendre le même champ d'application, à partir du premier mars 2006 en faveur des travailleurs victimes d'une faillite dans les entreprises de 5 à 10 travailleurs, après évaluation par les partenaires sociaux de l'effet d'une telle mesure sur la situation financière du fonds.

Les élargissements de ce champ d'application au premier mars 2005 et au premier mars 2006 ne peuvent en aucun cas induire de façon directe ou indirecte une augmentation des charges pour les entreprises en général ni pour les entreprises qui relèvent du champ d'application élargi."

Conformément à la disposition du projet d'accord qui prévoyait que l'extension du droit ne pouvait induire de façon directe ou indirecte (par le biais des cotisations au Fonds de fermeture des entreprises) un surcoût pour l'employeur, le droit à l'indemnité de fermeture a, dans la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, été limité, pour les travailleurs occupés dans des petites entreprises, aux victimes d'une faillite.

À l'époque, il a été avancé comme justification que cette extension limitée était justifiée "par le fait qu'en cas fermeture d'entreprise qui n'a pas été préalablement déclarée en faillite, les travailleurs occupés dans des entreprises de 10 à 19 travailleurs ont éventuellement la possibilité de négocier avec leur employeur des avantages conventionnels qui pourraient compenser l'absence de droit à l'indemnité de licenciement".

Bien qu'il ne puisse être ignoré que l'extension précitée — qui, dans l'intervalle, a été portée à 5 travailleurs par le gouvernement de l'époque — a constitué un important progrès social, l'expérience montre que même en l'absence de faillite, les victimes d'une fermeture doivent généralement se contenter, dans une petite entreprise, du strict minimum légal. On ne dispose pour l'instant pas de données concernant le nombre de travailleurs de petites entreprises qui n'obtiennent pas d'indemnité de fermeture du fait de la limitation aux victimes d'une faillite. Nous savons cependant que, sur la base d'une analyse des licenciements à la suite d'une faillite, quelque 3 420 travailleurs d'entreprises comptant 5 à 9 travailleurs et 3 500 travailleurs d'entreprises comptant 10 à 19 travailleurs perdent, sur base annuelle, leur emploi à la suite d'une faillite. La disposition légale prévoyant que seules les victimes de fermetures ont,

zijn van een faling voor de ondernemingen tussen 10 en 20 werknemers, en dit via een wijziging van artikel 10 van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen, op voorstel van de sociale partners.

Zij verbinden er zich toe om het toepassingsgebied uit te breiden met ingang van 1 maart 2006 ten gunste van werknemers slachtoffer van een faling in ondernemingen met 5 tot 10 werknemers, na evaluatie door de sociale partners van de impact van een dergelijke maatregel op de financiële situatie van het fonds.

De verruimingen van dit toepassingsgebied vanaf 1 maart 2005 en 1 maart 2006 mogen onder geen enkel beding een rechtstreekse of onrechtstreekse lastenverhoging meebrengen voor de ondernemingen in het algemeen noch voor de ondernemingen die tot het verruimde toepassingsgebied behoren."

Ingevolge de bepaling uit het ontwerpakkoord die stelde dat de uitbreiding van het recht rechtstreeks noch onrechtrechts (via de bijdragen aan het Fonds voor Sluiting van de Ondernemingen) een meer kost mocht impliceren voor de werkgever werd het recht op de sluitingsvergoeding in de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg, voor de werknemers in kleine ondernemingen beperkt tot de slachtoffers van een faling.

Als verantwoording werd toen opgegeven, dat deze beperkte uitbreiding gerechtvaardigd was "door het feit dat in geval van sluiting van een onderneming die niet voorafgaandelijk failliet werd verklaard, de werknemers tewerkgesteld in ondernemingen van 10 tot 19 werknemers eventueel de mogelijkheid hebben om met hun werkgever te onderhandelen over conventionele voordelen die het ontbreken van het recht op de ontslagvergoeding zouden kunnen compenseren".

Hoewel niet kan genegeerd worden dat voormelde uitbreiding — die door de toenmalige regering inmiddels op 5 werknemers werd gebracht — een belangrijke sociale vooruitgang heeft betekend, wijst de ervaring uit dat zelfs buiten een faling de slachtoffers van een sluiting in een kleine onderneming meestal aangewezen zijn op het strikt wettelijk minimale. Gegevens over hoeveel werknemers uit kleine ondernemingen hun sluitingsvergoeding mislopen door de beperking tot slachtoffers van een faling zijn momenteel niet vorhanden. We weten wel dat, op basis van een analyse van ontslagen ingevolge faling, er op jaarbasis ongeveer 3 420 werknemers uit ondernemingen van 5 tot 9 werknemers en 3 500 werknemers uit ondernemingen van 10 tot 19 werknemers hun baan verliezen naar aanleiding van een faling. Alleen al de wettelijke bepaling die stelt dat enkel de slachtoffers van sluiting na een faillissementverkla-

après une déclaration de faillite, droit à une indemnité de fermeture a, à elle seule, pour conséquence qu'un tiers de ces travailleurs ne prétendent pas à une indemnité de fermeture.

Aussi l'absence du droit à une indemnité de fermeture signifie-t-elle que ces personnes sont habituellement mises à la porte sans la moindre compensation.

Non seulement cette pratique constitue une importante discrimination par rapport à leurs collègues qui travaillent dans de plus grandes entreprises, mais c'est aussi la source d'un profond sentiment d'injustice vis-à-vis des travailleurs en faveur desquels les syndicats réussissent — heureusement — à arracher, dans le cadre de l'accord social, non seulement une indemnité de fermeture légale, mais aussi des compensations supplémentaires.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article 2 réécrit l'article 10, § 2, de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises en y supprimant la limitation aux victimes d'une faillite. Cette suppression fait naître le droit à une indemnité de fermeture au profit de tout travailleur occupé dans une entreprise occupant au moins 5 travailleurs. L'employeur est en principe tenu de verser l'indemnité. L'intervention du Fonds de fermeture des entreprises est subsidiaire.

L'article 3 supprime le financement alternatif spécifique instauré en exécution de l'AIP 2005-06 par la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale.

Ainsi qu'il a été souligné, l'employeur qui licencie est, du fait de la suppression de la limitation aux faillites, en principe responsable du paiement de l'indemnité de fermeture. Si l'employeur est insolvable ou faillit à ses obligations, le Fonds versera le montant selon la procédure habituelle, et le récupérera si possible auprès de l'employeur. Dans les cas où ce recouvrement est impossible, l'indemnité sera donc financée à l'aide des cotisations de l'employeur au Fonds (règle générale).

Les articles 4 et 5 fixent les modalités d'entrée en vigueur et d'applicabilité de la loi.

ring aanspraak maken op een sluitingsvergoeding heeft tot gevolg dat één derde van deze werknemers géén aanspraak maakt op een sluitingsvergoeding.

Daarom betekent de afwezigheid van het recht op een sluitingsvergoeding dat deze mensen veelal zonder enige compensatie aan de poort worden gezet.

Niet alleen is dit een belangrijke discriminatie ten opzichte van hun collega's uit grotere ondernemingen, tevens is dit de bron van een ontzettend onrechtvaardigheidsgevoel ten aanzien van de werknemers waarvoor de vakbonden er — gelukkig — in slagen om in het sociaal akkoord naast de wettelijke sluitingsvergoeding ook nog bijkomende compensaties af te dwingen.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Het artikel 2 herschrijft artikel 10, § 2, van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van ondernemingen door er de beperking tot de slachtoffers van een faling te schrappen. Daardoor ontstaat het recht op een sluitingsvergoeding voor iedere werknemer vanaf het niveau van een onderneming met 5 werknemers. In beginsel is de werkgever de vergoeding verschuldigd. De tussenkomst van het Fonds voor Sluiting van Ondernemingen is subsidiair.

Artikel 3 schrappt de specifieke alternatieve financiering die was ingevoegd ter uitvoering van het IPA 2005-06 door de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg.

Zoals gezegd wordt door de schrapping van de beperking tot falangen, de ontslaggevende werkgever in beginsel verantwoordelijk voor de betaling van de sluitingsvergoeding. Indien deze insolvent is of in gebreke blijft, zal het Fonds volgens de gebruikelijke regels het bedrag betalen en zo mogelijk terugvorderen bij de werkgever. Voor de gevallen waarin die terugvordering niet mogelijk is, zal de vergoeding dus gefinancierd worden vanuit de werkgeversbijdragen aan het Fonds (algemene regel).

De artikelen 4 en 5 regelen de inwerkingtreding en toepasselijkheid van de wet.

Hans BONTE (sp.a)
Peter VANVELTHOVEN (sp.a)
Meryame KITIR (sp.a)
Maya DETIÈGE (sp.a)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 10, § 2, de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises, modifié par la loi du 11 juillet 2006, est remplacé par la disposition suivante:

“§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le titre III s'applique aux entreprises qui occupaient en moyenne entre dix et dix-neuf travailleurs au cours des quatre trimestres précédant le trimestre au cours duquel la cessation définitive de l'activité principale de l'entreprise a eu lieu.”.

Art. 3

L'article 66, § 1^{er}, alinéa 11, de la loi-programme du 2 janvier 2001, modifié par la loi du 26 mars 2007, est abrogé.

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

1^{er} octobre 2010

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 10, § 2, van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen, gewijzigd bij de wet van 11 juli 2006, wordt vervangen als volgt:

“§ 2. In afwijking van § 1 is titel III van toepassing op de ondernemingen waar gemiddeld tussen vijf en negentien werknemers tewerkgesteld werden tijdens de vier trimesters voorafgaand aan het trimester gedurende hetwelk de definitieve stopzetting van de hoofdactiviteit van de onderneming heeft plaatsgevonden.”.

Art. 3

Artikel 66, § 1, elfde lid, van de programmatie van 2 januari 2001, gewijzigd bij de wet van 26 maart 2007, wordt opgeheven.

Art. 4

Deze wet treedt in werking op 1 januari 2011.

1 oktober 2010

Hans BONTE (sp.a)
Peter VANVELTHOVEN (sp.a)
Meryame KITIR (sp.a)
Maya DETIÈGE (sp.a)